PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 15 du 17.09 au 02.10.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
Tiré à part
Chatta : Alessia Lai: « Washington encourage la violence en Syrie ».
Fida Dakroub : La prétendue « révolution » syrienne : une guerre impérialiste contre la Syrie.
"Scénario Libyen".
1 Politique Syrienne
Politique Interne
a) Walid Al-Moualem : dénonce les ingérences étrangères qui alimentent la violence.
Les grandes manœuvres en Syrie
a) La naissance par césarienne du conseil transitoire syrien.
2 Les institutions internationales
ALBA - TCP
Organisation ALBA - TCP : droit à l'autodétermination des peuples Libyens et Syriens.
3 Les Pays
4 Russie
Moscou refuse de soutenir le projet de résolution.
Churkin : Le projet occidental contre la Syrie au Conseil de sécurité encourage l'attisement de la violence.
4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.
4-1 Mahmoud Ahmadinejad
4-2 Agnès-Mariam de la Croix : Syrie : Schizophrénie médiatique, l'interview de Sofia Amara

Tiré à part

Chatta : Alessia Lai: « Washington encourage la violence en Syrie ».

La journaliste italienne Alessia Lai s'est étonnée des déclarations de Mark Toner, porte-parole du Département d'Etat américain, dans laquelle il justifiait le recours des opposants en Syrie à la violence contre les forces de l'ordre et l'armée.
Dans une analyse publiée hier par le quotidien italien Rinascita sous le titre /Washington encourage la violence en Syrie/, la journaliste italienne a indiqué que les déclarations américaines s'étaient faite simultanément avec les actes de meurtre perpétrés par les groupes armés contre des innocents syriens, civils et militaires.
"Washington déforme la démocratie et justifie la violence pour servir ses objectifs", indique Mme Lai qui évoque dans ce sens la négligence par le média occidental de parler des personnes armées qui terrorisent et tuent les innocents et les civils.

La journaliste Lai a mis l'accent sur les armes trafiquées par les groupes armés "qui voulaient transformer la Syrie en Emirat façonné par l'Amérique", soulignant que ces armes déployées dans nombre de villes syriennes ont été utilisées par les groupes armés pour assassiner des académiciens et des officiers.
La journaliste a évoqué la réaction courroucée des Syrien pour la visite hier de l'ambassadeur des Etats-Unis au bureau de l'un des avocats au centre de Damas, soulignant que cet avocat, un opposant, était dans son bureau, il n'était ni emprisonné ni torturé par les forces de police.
La journalise a fait noter que les visites de provocation des ambassadeurs des Etats-Unis et de la France dans des villes syriennes visaint à présenter le soutien à tout opposant du gouvernement syrien.
Chatta / Gh.H
.01-10
http://www.sana.sy/fra/55/2011/10/01/372732.htm

Fida Dakroub : La prétendue « révolution » syrienne : une guerre impérialiste contre la Syrie.

À en croire les dirigeants des puissances impérialistes qui se montrent naïfs et candides, la Syrie aurait été, dans ces derniers mois, l'arène où se confrontent, d'un côté, les « forces du mal », incarnées par le régime et ses adjuvants iraniens ; et de l'autre côté, les « forces du bien » manifestées par « l'âme immortelle » d'un « bon peuple » par nature, malheureusement réduit par le « Tyran de Damas » en une simple populace d'esclaves

Le retour du colonialisme

Il est certain que cette approche superficielle aux violences en Syrie, qui divise le monde, plutôt l'existence avec ses dimensions multiples, en deux forces opposées, celle du Bien (la soi-disant « opposition ») et celle du Mal (le régime), joue un rôle *argumentum ad captandum vulgus* dans la justification des ambitions de l'impérialisme français et britannique en Afrique du Nord et au Levant, d'où elles y furent chassées le lendemain de la deuxième Guerre mondiale.
Notons à ce propos la dernière visite de Sarkozy et Cameron, maîtres d'œuvre de l'opération militaire par délégation du *triumviratus* (Sarkozy, Cameron et Obama) en Libye ; une visite qui prépara la table pour charcuter et dépecer la prise de « l'après-Kadhafi ». À Tripoli, ces deux conjurateurs allèrent célébrer leur victoire, encadrés de leurs gorilles locales du CNT et de leurs propagandistes charlatans, tels que les tambours, trompettes et cymbales des médias occidentaux « principaux » et arabes « subordonnés ». [1]
À plus forte raison, il était incontestable que les forces impérialistes préparaient à mobiliser leur artillerie lourde contre la Syrie et son régime, une fois le soi-disant « roi des rois d'Afrique », Kadhafi, serait détrôné. Pour en faire, un deuxième *triumviratus* (Sarkozy, Erdogan et Obama) naquit. Et les trois *triumviri* hurlèrent : « *Carthago delenga est* !Nous devons nous débarrasser du tyran de Damas ! ».

Le *causus belli*

Dès lors, la Syrie se trouve cible d'une guerre systématique (médiatique, diplomatique et même armée) orchestrée selon le développement des événements sur le terrain. L'exemple le plus significatif de cette campagne féroce nous est fourni par le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, qui dénonça des « crimes contre l'humanité » en Syrie : « On constate que le régime syrien s'est livré à des crimes contre l'humanité », déclara-t-il à Moscou, le 7 septembre. [2]
En plus, des milliers de chaînes télévisées, des radios, des journaux, des sites et des réseaux sociaux sur internet, partout dans le monde, bombardent intensivement le régime syrien d'adjectifs diaboliques, visant à réduire son image dans la rue arabe, et à le présenter comme simple phénomène sauvage, dépouillé, bien sûr, de toute qualité humaine, donc de tout droit d'exister. Ajoutons que les États-Unis et l'Union européenne ne cessent pas d'appeler le président syrien Bachar Al-Assad à la démission : « … il est nécessaire pour lui de quitter le pouvoir », déclara Mme Ashton ; « Dans l'intérêt du peuple syrien, le temps est venu pour le président Assad de se retirer », expliqua M. Obama ; « Les graves violations des droits de l'Homme en Syrie contre les manifestants pourraient relever de crimes contre l'humanité », indiqua le 17 août un rapport du Haut-commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU. [3]

La propagande impérialiste

Il est à noter ici que dans tous les bouleversements politiques sérieux, les machines médiatiques de l'Hégémonie impérialiste y mettent leur grain de sel. Il en va de même, le cas du « Grand Mensonge » de George Bush sur les armes de destruction massive en Irak. La preuve en est que plus de dix ans après l'invasion américaine de l'Irak, les administrations américaines successives n'ont toujours pas présenté la moindre preuve que ce pays avait des armes de destruction massive. Ce qui vient à dire que les masses tombèrent victimes d'une machination de malinformation. Il va de soi que les récentes violences, qui ébranlent la rue syrienne, ne sont pas exemptes de la même machination de propagandes, de mensonges et d'autres manipulations médiatiques, loin s'en faut.
Pour en croire les médias de l'Hégémonie impérialiste, des militants pacifistes et des manifestants non violents auraient passé la journée, pour ainsi dire, à faire la méditation transcendantale ; et pendant la nuit, ils se seraient rassemblés dans des places publiques, pour allumer des bougies aux immortelles âmes des « martyrs de liberté » ; tandis que le « monstre de Damas » s'enorgueillirait dans son harem. Cependant, loin de cette naïveté caricaturale que les machines médiatiques de l'Hégémonie nous créent, une question se pose au préalable : Qui sont-ils ces « militants de liberté » *agnus Dei* auxquels on fait l'éloge trois fois par jour : au lever, au midi et au coucher ? Qu'est ce qui se passe donc alors ?

L'un des problèmes pour dévoiler le paradoxe syrien c'est qu'il y a effectivement une demande interne réelle de changement. Personne ne nie cette réalité, ni même le régime syrien ne la nie. Le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Al-Moualem, a dénoncé le 26 septembre les ingérences étrangères qui manipulent les aspirations légitimes du peuple syrien à des réformes politiques, économiques et sociales, dans un discours prononcé à l'Assemblé générale de l'ONU à New York : « les revendications du peuple ont été utilisées comme tremplin par des groupes armés pour semer la discorde et saboter notre sécurité. La Syrie a exercé sa responsabilité de protéger ses citoyens. Le gouvernement a agi pour garantir leur sécurité et la stabilité du pays », a déclaré M. Moualem en référence à ce qu'il qualifie d'ingérences étrangères. [4]
Aussi, une vaste majorité de Syriens veulent des réformes. Le peuple syrien se trouve indigné, depuis des décennies, de la corruption envahissante et les tentacules des autorités sécuritaires.

La rébellion islamiste armée

Pourtant, cette demande largement répandue de réformes est-elle, comme l'affirme les machines médiatiques impérialistes, à l'origine des violences en Syrie ? S'il est vrai qu'il y a des manifestations dans certaines villes, qu'il y a des morts, que l'armée est intervenue, il n'est pas moins vrai que la Syrie est devenue un terrain de bataille entre les forces armées syriennes d'un côté, et des insurgés islamistes sunnites armés, de l'autre côté, tels que les *Frères musulmans, Al-Qaïda*, et d'autres groupes salafistes wahhabites.
Ce que les médias aux ordres ne disent pas, c'est qu'il y a une rébellion armée soutenue par l'extérieur, et que la Syrie se trouve face à un *causus belli* déclaré par l'OTAN et les émirats et sultanats arabes « subordonnés ». Ici, il convient de mentionner que Dimitri Rogozin, délégué de la Fédération de Russie auprès de l'OTAN, commentait, le 5 août dans le quotidien moscovite *Izvestia*, le rôle que joue l'OTAN dans l'augmentation de la violence en Syrie : « l'OTAN planifie en ce moment une campagne militaire contre la Syrie afin d'aider à renverser le régime du président Bachar Al-Assad avec comme objectif à longue échéance de préparer une tête de pont dans la région pour l'attaque contre l'Iran ». [5]
Aussi, dans un entretien de la chaîne Euronews TV avec Dimitry Medvedev, le président russe avertit des dangers réels que pourrait créer une approche « blanc / noir » à la situation en Syrie : « les manifestants anti-gouvernementaux en Syrie ne sont pas partisans de certains modèles raffinés de la démocratie européenne ». [6]
À plus d'un titre, les événements en Syrie ramène ici une citation de Lénine dans son célèbre *Un pas en avant, deux pas en arrière*, traitant les mouvements révolutionnaires en Russie : « … lorsqu'une lutte prolongée, opiniâtre et ardente se poursuit, il arrive d'ordinaire un moment où les points litigieux, centraux et essentiels, commencent à apparaître, dont la solution déterminera l'issue définitive de la campagne, et auprès desquels les menus et insignifiants épisodes de la lutte sont de plus en plus reculés à l'arrière-plan ». [7]
Sans nul doute possible, les conflits sociaux et politiques au Levant, passent rapidement en conflits religieux et confessionnels ; et les réclamations sociales se réduisent, malheureusement, en tueries tribales. Cette réalité amère nous offre, au moins, une meilleure lecture de la soi-disant « révolution » syrienne ; une lecture qui se met à distance des fanfaronnades des hâbleurs du « Printemps arabe », écourté, à bride abattue, en « Hiver américain » très funèbre !
Avant toute chose, il est impératif de noter ici, que le Levant constitue un espace hétérogène coupé par des frontières ethniques, linguistiques et religieuses autres que celles imposées par l'accord Sykes-Picot (1916), le lendemain du démembrement de l'Empire ottoman en 1918. En plus, ce qu'il faut aussi noter, c'est que ces frontières intérieures se transforment, rapidement, en des zones des conflits sanglants, une fois qu'un pouvoir central capable de maintenir la paix, serait bouleversé. Considérons l'exemple de l'Irak après l'invasion américaine.
Les évènements en Syrie cachent, en effet, des motivations d'une nature religieuse plutôt que sociale ; en tenant compte du conflit historique entre l'islam orthodoxe (le sunnisme) et l'islam hétérodoxe (le shiisme). Dans un témoignage sur la violence religieuse en Syrie, Hala Jaber pointe la présence d'extrémistes armés (et barbus), agents provocateurs s'employant avec d'assez gros moyens à faire dégénérer les manifestations au départ pacifiques. Elle donne notamment un récit détaillé des graves incidents survenus le 18 juin à Ma'rrat al-Nu'man, ville du nord-ouest : « on voit que les djihadistes y ont fait régner la terreur, et ont versé le sang – alors que l'armée a fait profil bas, pour éviter des incidents. Le récit de l'enlèvement d'un opposant modéré, Mohamed Salid Hamadah, et des tortures et menaces qu'il a subi de la part d'extrémistes sunnites fait froid dans le dos, et laisse supposer ce que serait le climat de la Syrie si elle tombait dans leurs mains ! » [8]
Il est vrai qu'au début des violences en Syrie, les protestations prirent, du point de vue des slogans utilisés (liberté, justice, démocratie, réclamations sociales, etc.), une forme pacifique ; et les demandes des manifestants demeuraient encore à la limite des revendications sociales. Cependant, ces protestations se sont transformées, précipitamment, en actes de violence confessionnelle ciblés contre les minorités religieuses du pays, telles que les musulmans hétérodoxes et les chrétiens.

La conjuration impérialiste

Aussi, les slogans politiques croulèrent en brousse de haine religieuse. Même si le régime politique en Syrie est « contaminé », depuis des décennies, d'une bureaucratie corrompue et contagieuse, il n'en découle nullement de justifier les actes de barbarisme commis par des fanatiques religieux contre les groupes minoritaires et les institutions de l'État.
Dans ce sens, il sera dangereux d'oublier que derrière les réclamations d'une partie du peuple syrien, légitimes au point de départ, se cachent, en effet, les intérêts, pour ainsi dire, des vrais conjurateurs : un bonapartisme caricatural français à la Sarkozy en premier lieu, un impérialisme de carcasses américain à l'Obama, un « humanisme » islamiste turc à l'Erdogan et un wahhabisme « éclairé » arabe à la Saoudienne.

De ce qui vient d'être dit et dans des circonstances pareilles, il est clair d'emblée que la prétendue "révolution" syrienne n'est qu'une machination dirigée *alpha et oméga* par les centres de pouvoir impérialistes, dont l'objectif fixé à court terme se présente dans le renversement du régime du président syrien Bachar Al-Assad, et à long terme dans la réoccupation du Proche-Orient et la reconstruction de sa carte géopolitique ; un objectif qui nous promet, désastreusement, un futur catastrophique dans la région.
En guise de conclusion, nous trouvons pertinent de raconter une petite anecdote : « Naguère un brave homme s'imaginait que, si les hommes se noyaient, c'est uniquement parce qu'ils étaient possédés par l'idée de la pesanteur. Qu'ils s'ôtent de la tête cette représentation, et les voilà désormais à l'abri de tout risque de noyade ». Ce brave homme, c'était le type même des hâbleurs et fanfaronnades des machines médiatiques impérialistes et leur subordonnées arabes, qui croient, tristement, que les problèmes du monde arabe, tels que le développement social et économique, l'analphabétisme, les droits de l'Homme, les libertés, la démocratie, l'occupation, le confessionnalisme, les droits des minorités, les droits des femmes, etc. seront résolus une fois le régime syrien serait bouleversé.
Fida DAKROUB
Ph.D Études françaises
[1] Selon nous, un média subordonné est un moyen de malinformation placé sous la dépendance d'un autre moyen de malinformation principal. Le subordonné ne peut assurer un message cohérent en dehors de cette dépendance. Par exemple : les médias arabes pétrodalliers entrent en relation de subordination avec les médias occidentaux principaux.
[2] http://www.lexpress.fr/actualite/monde/syrie-juppe-accuse_10...
[3] Chitour, Chems Eddine. http://www.legrandsoir.info/face-a-la-democratie-aeroportee-...
[4] http://french.peopledaily.com.cn/International/7605693.html
[5] http://www.lepost.fr/article/2011/08/11/2566824_syrie-le-rep...
[6] http://rt.com/news/russia-syria-medvedev-interview-167/
[7] http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil1904...
[8] http://www.michelcollon.info/Oui-il-y-a-des-terroristes.html...
URL de cet article 14729
http://www.legrandsoir.info/la-pretendue-revolution-syrienne-une-guerre-imperialiste-contre-la-syrie.html

---

"Scénario Libyen".

Les communistes syriens soutiennent le mouvement pour des réformes démocratiques mais mettent en garde sur l'ingérence impérialiste croissante et les risques d'un "scénario Libyen".

Communiqué de Husein Nemer, premier secrétaire du Parti communiste Syrien (unifié)

Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés dans notre pays, la Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et tordre le cou à certains mensonges montés de toute pièce et médiatisés par la propagande impérialiste visant la Syrie.
Depuis que les événements ont commencé en mars dernier, des dizaines de chaînes de télévision en Amérique, en Grande-Bretagne et en France, certaines chaînes dans le monde arabe, et des centaines de sites internet ont travaillé d'arrache-pied pour falsifier la réalité sur ces événements, en tout cas pour l'opinion publique mondiale, avec des programmes spécifiques diffusés en ce sens, jour et nuit.
Le président américain fait des déclarations quotidiennes comprenant des menaces directes visant la Syrie, ainsi qu'une ingérence flagrante dans les affaires internes du peuple syrien. Plusieurs hauts dignitaires de l'Union européenne suivent les pas du président américain.
Ces menaces et ces ingérences ont atteint un sommet lorsque le président américain a affirmé l'illégitimité du régime syrien. Des sanctions sévères et injustes ont été imposées au peuple syrien et à son économie. Plus dangereux encore, des plans sont discutés et impulsés par l'OTAN afin de lancer des vagues de frappes aériennes pendant plusieurs semaines contre 30 sites stratégiques en Syrie, ressemblant exactement à ce qui s'est passé en Yougoslavie.
Certains hauts dignitaires européens ne vont pas hésiter à appeler à traiter la situation en Syrie avec des méthodes qui en ferait une pâle copie de la crise libyenne. Des dizaines de milliers de civils ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et pendant ce temps, la Libye est divisée.
Des États-membres de l'alliance impérialiste internationale essaient, par tous les moyens possibles, de faire adopter une résolution du Conseil de sécurité condamnant la Syrie, qui serait suivie par des résolutions successives contre la Syrie et la soumettre au chapitre 7 de la Charte de l'ONU, afin qu'une campagne agressive puisse être légitimée. Grâce à l'opposition de la Russie et de la Chine, accompagnées de l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil et le Liban, les tentatives impérialistes au Conseil de sécurité de l'ONU sont tout simplement, jusqu'à présent, un échec.
Toutes ces manœuvres sont justifiées de deux façons :
1. Des manifestants sont tués en Syrie, on a recours à des méthodes sécuritaires dans le traitement des manifestations ;
2. La manipulation des insuffisances du régime en Syrie, tels que le manque de démocratie et le monopole du pouvoir exercé par le parti au pouvoir, afin de faire pression sur le régime pour qu'il adopte des changements internes, bien que tout changement interne doive être considéré comme une partie intégrante de la souveraineté nationale de n'importe quel pays ;
En fait, plusieurs manifestations ont eu lieu dès le mois de mars, appelant à des réformes sociales, économiques et démocratiques. La majorité de ces revendications ont été soutenues par notre parti comme une façon de s'opposer aux effets néfastes de la mise en œuvre de mesures économiques libérales, issues des accords passés avec le FMI, et de la

transformation de la Syrie en une économie de marché. Les effets ont été très mauvais sur le niveau de vie des pauvres et des couches moyennes.
La direction politique du pays a été constamment mise en garde, par la presse du parti, des rencontres officielles ou des mémorandums officiels, le dernier il y a cinq semaines de cela. Les manifestations étaient pacifiques.
Elles ont été bien vite manipulées par des religieux fondamentalistes et des groupes radicaux à l'idéologie obscurantiste.
De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales. Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations. Des dizaines de civils et de soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tout derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, d'une part, et la Turquie, la Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.
Quoi qu'il en soit, les bandes armées n'ont pas réussi à établir une base frontalière stable. Cela a coûté à la vie à des centaines de civils et de soldats, plus de 2 000 victimes. Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés. Les équipements dernier cri électroniques et médiatiques ont été utilisés afin de faire passer l'armée syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées.
Pressé par les événements, le gouvernement a adopté plusieurs réformes sociales et démocratiques comprenant : l'annulation des lois d'urgence, des tribunaux exceptionnels, et le caractère légal accordé aux manifestations pacifiques. Récemment, une nouvelle loi électorale et une loi permettant la création de partis politiques ont été adoptées. Est en cours de préparation une nouvelle constitution ou une constitution modifiée.
De nouvelles lois couvrant les domaines des médias et de l'administration locale ont également été adoptées.
Les objectifs de ces lois et mesures sont : casser le monopole du pouvoir exercé par le parti Baath, pour établir une société pluraliste et démocratique, pour garantir les libertés publiques et privées, pour aider au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique.
En dépit de nos réserves quant à certains articles, ces lois sont très importantes. Pendant plus de quarante années, notre parti a lutté pour que de telles lois soient adoptées. Si ces lois étaient mises en œuvre, elles pourraient être un pas important en avant, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste.
De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures, tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tentions communautaires.
Tenter de dépeindre le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits.
Nous pouvons résumer la situation de la façon suivante :
* Les tensions armées dans les villes syriennes ont diminué. Les bandes armées ont subi de lourdes pertes. Cependant, certaines d'entre elles sont capables de reprendre leurs activités.
* Les manifestations pacifiques n'ont pas disparu et ne sont pas confrontées à la violence de l'État, à moins qu'elles se soient accompagnées d'agissements violent.
* L'État a invité l'opposition nationale à participer à un dialogue politique général visant à contribuer à la réalisation de la transition à la démocratie et au pluralisme de façon pacifique. Ce dialogue doit affronter de nombreuses difficultés, la plus importante d'entre elles est la pression de groupes armés qui s'opposent au dialogue pacifique et à une solution pacifique, et dépendant du soutien de l'étranger.
* Les menaces impérialistes et colonialistes contre la Syrie se sont intensifiées. Bien que ces menaces posent de nombreuses difficultés, nous devons être prêts à les affronter.
Pour ce qui est de la situation dans notre pays, il apparaît que :
* Les mouvements de protestation existent toujours à différents niveaux. Ils diffèrent d'un gouvernorat à l'autre. On peut remarquer que la plupart des mouvements partent des mosquées, des zones rurales et des taudis, pour se diriger vers les centres-villes.
* Les mouvements parmi les minorités ethniques ou religieux sont rares. Dans les usines, les universités et les syndicats, il n'y a pas de mouvement.
* Dans les cercles de la grande bourgeoisie, qu'elle soit industrielle ou économique, en particulier dans les grandes villes comme Aleppo, Lattakia et Damas, il n'y a pas de mouvement.
* Il n'y a aucun mouvement parmi les clans et les tribus.
* L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers. Certains sont patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger.
Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et sectaires.
Sur place, les groupes les plus actifs et importants depuis le début des manifestations sont les coordinations locales qui comprennent des groupes de jeunes n'ayant pas d'orientations ou de plans idéologiques communs clairs si ce n'est le slogan : « A bas le régime ! ». Ils sont vulnérables aux pressions externes et internes.
* L'opposition en exil composée essentiellement d'intellectuels, de traditionalistes, de personnes qui ont abandonné le régime et ont certains contacts à l'intérieur (Khadam et Refaat Al Assad).
Durant la dernière période, ces forces ont organisé plusieurs conférences à l'étranger (exceptée une rencontre organisée à l'hôtel Samir Amis à Damas par l'opposition interne), dans l'objectif de mobiliser des forces et de coordonner leurs positions

Des différences idéologiques, politiques ainsi que d'intérêts l'ont emporté. Certaines forces d'opposition à l'étranger ont travaillé dur pour obtenir le soutien des forces étrangères colonialistes.
* Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne mènent la campagne internationale de menaces et de provocation contre le régime en Syrie visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie, en particulier des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organisations internationales, la Russie et la Chine continue de s'opposer à de telles sanctions et mesures. La Turquie a choisi une position opportuniste qui fluctue en fonction de ses intérêts régionaux et politiques. Grosso modo, il y a une unanimité internationale dans l'opposition aux mesures militaires directes contre la Syrie, comme cela s'est produit en Libye, étant donné que la Ligue arabe et le Conseil de sécurité de l'ONU n'adoptent pas de résolutions ouvrant la voie à cette perspective. Le conflit sur cette question est féroce.
* Excepté le Qatar qui joue un rôle vital et important dans la conjuration contre la Syrie, il existe différentes opinions et position dans le monde arabe concernant la situation en Syrie.
* Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie des masses s'intensifie.
* Le régime est cohérent et offre de grandes potentialités. Cinq mois après le début des événements, aucune des institutions de base (le parti, l'armée, la sécurité, les institutions d'État, les ambassades, les organisations populaires, les syndicats, le Front national progressiste...) n'a connu de divisions.
Assurément, le tableau n'est pas statique, et doit être perçu dans ses aspects dynamiques, son évolution et son développement jour après jour.
Parmi les scénarios possibles :
* La crise pourrait continuer encore pendant une longue période, menant à d'autres catastrophes, bains de sang et souffrances.
* Un effondrement menant à l'anarchie générale, une guerre civile ou quelque chose de ce genre, ouvrant la voie à une intervention extérieure.
* Une division claire dans l'opposition peut se produire, faisant en sorte qu'une partie d'entre elle s'ouvre à un dialogue sérieux avec le régime pour parvenir à un nouveau contrat social dans le pays.
* Un terme aux divergences d'approches et à l' « immobilisme » en ce qui concerne les forces du régime.
Il y a deux issues possibles : soit l'avancée vers une solution politique à la crise rendant possible une fin rapide et définitive, soit la poursuite du recours au traitement sécuritaire de la crise quel qu'en soit le prix.
Il est difficile de prédire la manière dont une solution décisive sera atteinte.
Certains événements inattendus peuvent se produire, poussant tous les partis à trouver un accord, ou à accepter un accord imposé par des puissances étrangères pour aider le pays à trouver une issue au tunnel dans lequel il s'est engouffré.
Où en est le parti désormais ?
Pour commencer, nous aimerions attirer votre attention sur le fait que notre parti a envoyé un mémorandum au commandement régional à la veille de la 10ème conférence nationale du parti Baath en 2005. Le parti a demandé à ce que l'État soit séparé du parti, que la démocratie et les libertés soient garanties, que les lois d'urgence soit levées, qu'une loi démocratique pour les partis soit adoptée, que les prisonniers d'opinion et politiques soient libérés, que l'on mette un terme à la domination du parti Baath sur les syndicats, que la corruption soit combattue, etc.
En outre, nous tenons à ajouter que le parti a affirmé, dans tous les documents adoptés dans la dernière période, qu'il soutenait la position nationale de la Syrie.
Pour réaliser cet objectif, les besoins sociaux, économiques et démocratiques des masses populaires doivent être satisfaits. Nous avons discuté en détail de ces revendications dans nos conférences et documents.
Dans son analyse de la crise profonde actuelle de notre pays, notre parti avait indiqué clairement que la principale contradiction se trouve entre la formule politique selon laquelle le pays est gouverné depuis des décennies et les revendications de démocratie, de développement social, économique et culturel dont a besoin la société Syrienne.
Le fond de notre position, c'est que cette formule politique repose sur le monopole de l'autorité par le parti Baath, la tutelle sur le mouvement populaire et ses organisations. Cette formule a mené à la décadence et à la bureaucratie, et à la corruption de l'appareil d'État. Par conséquent, les plans de réforme économique et sociale doivent être pris en considération, mis au niveau des exigences de progrès.
En bref, notre parti estime que le fond de la crise actuelle réside dans le décalage entre la structure du régime et les tâches que doit affronter la Syrie. Dans le même temps, le parti insiste sur le fait que l'ennemi et les forces impérialistes font de leur mieux pour utiliser ce décalage interne pour rendre possible la conjuration contre la Syrie, et l'utiliser comme un cheval de Troie pour servir son objectif bien connu, comme nous l'avons mentionné ci-dessus.
En conséquence, le Parti communiste syrien (unifié) n'est pas neutre pour ce qui est de l'alternative nécessaire, d'une part, et des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, d'autre part.
Une solution politique passant par la poursuite de réformes véritables et radicales est la seule issue à la crise. Les mesures sécuritaires ne font que développer les facteurs de la crise, et l'approfondir toujours plus tout en vidant de son sens le contenu des réformes.
Nous affirmons que la situation actuelle rend nécessaire un dialogue constructif et loyal entre toutes les forces patriotiques et honnêtes, indépendamment des différences d'opinions et d'idées dans l'objectif de parvenir à un accord ou à un plan de réformes radicales répondant aux besoins des masses populaires et des garanties sur la création d'un État civil laïc et démocratique s'opposant aux plans impérialistes et Israéliens dans la région.
Si le dialogue nécessite l'existence d'un climat propice, le dialogue même pourrait contribuer à créer un tel climat, car les autres options ne conduiraient qu'à de nouveaux bains de sang, de nouveaux désastres pour le pays et pour le peuple.
Chers camarades,
Étant donné la faiblesse des médias syriens face aux gros médias de l'impérialisme, à la mobilisation des forces du monde entier contre la Syrie, et à l'alliance antisyrienne composée des puissances impérialistes ainsi que de leurs marionnettes dans la région, y compris la Turquie, qui a adopté une politique pragmatique pour se partager l'hégémonie dans la région avec les

pays européens, pour toutes ces raisons, notre parti espère que tous les partis communistes, ouvriers et démocratiques dans le monde contribueront à diffuser ces précisions dans l'opinion publique de leurs pays respectifs.
Ainsi, nous appelons ces partis à soutenir la Syrie car elle est le plus important des pays arabes à résister aux plans impérialistes de domination du Moyen-Orient, et à s'opposer fermement au plan américano-israélien visant à diviser la région en diverses entités communautaires dont le contrôle serait rendu plus facile. La Syrie soutient également la résistance nationale en Palestine, au Liban et en Irak. De plus, elle soutient le droit du peuple Palestinien à libérer ses territoires et à fonder un État national avec Jérusalem comme capitale.
Husein Nemer
27 septembre 2011 –
Solidarité internationale PCF - Traduction JC pour http://solidarite-internationale-pc...

Lutte pour la libération du territoire

1 Politique Syrienne

Politique Interne

a) Walid Al-Moualem : dénonce les ingérences étrangères qui alimentent la violence.

Dans un discours prononcé à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, Walid Al-Moualem, a dénoncé lundi les ingérences étrangères qui manipulent les aspirations légitimes du peuple syrien à des réformes politiques, économiques et sociales.
« Les revendications du peuple ont été utilisées comme tremplin par des groupes armés pour semer la discorde et saboter notre sécurité. La Syrie a exercé sa responsabilité de protéger ses citoyens.
Le gouvernement a agi pour garantir leur sécurité et la stabilité du pays, » a déclaré M. Moualem en référence à ce qu'il qualifie d'ingérences étrangères.
Le Ministre des affaires étrangères syrien est revenu sur l'annonce le 20 juin par le Président Bachar Al-Assad d'une série de réformes destinées à garantir le pluralisme politique, la liberté de l'information et l'indépendance des médias, la préparation d'élections législatives et une réforme des administrations locales.
« Le Président a annoncé que ces réformes seront mises en œuvre en six mois tout au plus selon un calendrier établi par le gouvernement. Les réformes demandent un dialogue national approfondi pour arriver aux mécanismes et résultats recherchés. Ce dialogue a débuté il y a quelques semaines au niveau régional. Des représentants des différents secteurs de la société syrienne, y compris de l'opposition, se sont réunis pour examiner les composantes politiques, économiques et sociales des réformes proposées, » a dit M. Moualem.
Le Ministre des affaires étrangères syrien a déploré les ingérences étrangères dans le pays à ce moment décisif pour le pays. La Syrie avait attendu un soutien des pays qui l'avaient encouragé à enclencher des réformes, au lieu de quoi certains ont incité à la défiance.
« La violence armée surgit en tandem avec les multiples sanctions économiques. En visant l'économie syrienne avec des sanctions, les Etats-Unis et l'Union européenne mettent en danger les intérêts et les moyens de subsistance du peuple syrien. Cela est incompatible avec les déclarations exprimant leur préoccupation pour les intérêts, la sécurité et les droits du peuple syrien, » a souligné le Ministre des affaires étrangères.
« La Syrie a offert un modèle de coexistence pacifique entre les différentes composantes de la société syrienne à la région. C'est un modèle qui mérite d'être reproduit ailleurs. Nous avons opté pour le sécularisme pour promouvoir l'unité nationale réunissant toute la diversité confessionnelle et ethnique de la région à laquelle appartient la Syrie, une région qui fut le berceau des civilisations humaines et des religions monothéistes. La campagne anti-syrienne injuste qui se déroule sous nos yeux est une attaque contre le modèle de coexistence qui est une source de fierté de notre peuple, » a poursuivi M. Moualem.
Le Ministre syrien des affaires étrangères a promis que la Syrie continuerait d'œuvrer pour la sécurité et la stabilité et pour le processus de réformes qui fera en l'espace de quelques mois de la Syrie un modèle de pluralisme politique et un oasis de coexistence pacifique.
M. Moualem a appelé la communauté internationale à reconnaitre l'indépendance de la Palestine sur le territoire occupé par les Israéliens en 1967 comme un premier pas vers la restauration des droits des Palestiniens. Le Ministre a aussi rappelé le droit inaliénable de son pays à libérer l'ensemble du Golan syrien occupé.
« Notre position pour déclarer le Moyen-Orient comme zone exempte d'armes nucléaires est bien connue. Nous continuerons d'appeler à une pression internationale sur Israël pour que ce pays mette en œuvre les résolutions internationales qui lui demandent d'accéder au Traité de non-prolifération et de soumettre ses installations nucléaires aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), » a dit M. Moualem.
26 septembre 2011 –
http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26451&Cr=Syrie&Cr1=

Les grandes manœuvres en Syrie

a) La naissance par césarienne du conseil transitoire syrien.

Ndlr : La publication des articles ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Comme en Libye, un conseil transitoire est né en Syrie. Mais bien malgré les Syriens, semble-t-il.
Soit en l'absence de figures importantes de l'opposition syrienne, soit en annonçant la présence de certaines alors qu'elles n'ont jamais donné leur consentement !
« Ce conseil sera d'une grande nuisance à la révolution syrienne », a déclaré l'opposant Sobhi Hadidi pour le quotidien londonien arabophone AlQuds AlArabi. Et d'ajouter : « ce genre de conseil n'aboutit nulle part. Leur timing est souvent précipité. Leurs dégâts seront supérieurs à leurs avantages prévisibles ». S'expliquant encore plus, Hadidi a dit craindre que ce conseil ne soit un piège pour avoir recours aux puissances internationales, et introduire une ingérence extérieure ce qui est totalement rejeté par la rue syrienne.
Hadidi est loin d'être le seul à avoir refusé de rejoindre ce conseil. Sur les 140 membres attendus, seuls 70 étaient au rendez-vous turc, à Istanbul. Michel Kilo fait partie de ceux qui refusent aussi de le rejoindre. Sans oublier Aref Dalila, Haytham Maleh, Maamoume AlHomsi et Mountaha AlAtrache.
A l'instar de nombreux autres membres de l'opposition syrienne, Bourhane Ghalioune, lequel avait été désigné président du Conseil national syrien à la fin du mois d'aout, fait partie des grands absents à cette tribune. Il a déclaré ne pas avoir été consulté pour y participer et qu'il n'a pris connaissance de sa désignation qu'à travers les medias. Certaines organisations ont-elles aussi dénoncé le fait d'avoir été inscrites arbitrairement dans la liste de celles qui furent consultées lors de la création du conseil, alors qu'elles ne sont pas concernées.
Par ailleurs les Frères musulmans et le bloc national kurde de l'intérieur n'ont pas encore envoyé les noms de leurs représentants.
Dans une conférence de presse organisée à Istanbul, à l'issue de 4 jours de tractations du CTS, Bassma Kadmani qui est une syrienne résidente en France, l'objectif du conseil est de renverser le régime des Assad dans un délai de six mois. Kadmani n'a pas exclu une intervention étrangère en Syrie, sous prétexte que le nombre de Syriens qui l'exigent est en forte augmentation, d'après ses dires.
Selon Adib Tchaychakli, fils d'une famille de politiciens connue en Syrie, la démarche suivante du CTS est l'obtention d'une reconnaissance internationale.
Alors qu'un autre membre du conseil, Yasser Tabbar a déclaré à l'AFP que le conseil n'a pas encore élu de président et devra le faire ultérieurement. Citant un autre membre, Oubayda Nahhas, l'agence de France presse indique que le Canada, la Hollande, le Japon et le Soudan ont dépêché des diplomates à la rencontre en tant que surveillants.
17 Septembre
http://www.alterinfo.net/La-naissance-par-cesarienne-du-conseil-transitoire-syrien_a63810.html

---

2 Les institutions internationales

ALBA - TCP

Organisation ALBA - TCP : droit à l'autodétermination des peuples Libyens et Syriens.

Les ministres d'affaires étrangères bolivariens pour les peuples des Amériques, réunis à Caracas - Venezuela, le 9 septembre 2011 rappellent le communiqué spécial du conseil politique du 4 mars et le communiqué du conseil spécial des nouvelles ministérielles aire sociale du 19 mars 2011, condamnant l'intervention de L'Otan en Libye et l'agression militaire illégale menée par une résolution du conseil de sécurité opportuniste, exploitant une situation de conflit politique interne de ce pays.
Ils affirment que L'Otan a mené une opération militaire en Libye en vue d'un changement de régime, selon la doctrine d'une guerre préventive, manipulant
Les Nations Unies en fonction de ses intérêts géopolitiques et économiques, en violation de la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité.
Ils exigent l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements de L'Otan sur le territoire Libyen.
Ils déplorent le fait que L'Otan n'a pas tenu compte des efforts insistants de L'Union Africaine pour trouver une solution de dialogue et de paix dans le conflit interne en Libye.
Ils déplorent également le rôle et la complicité des grands médias internationaux qui ont rejoint les intérêts des agresseurs et ont faussé les informations sur ce qui se passe en Libye.
Alba - TCP, exprime aussi leur préoccupation la plus urgente au sujet des menaces des pays agresseurs, de répéter la même action contre la Syrie, profitant des difficultés politiques que vivent les Nations Arabes.
L'organisation ALBA - TCP réitère son engagement le plus ferme au droit à l'autodétermination des peuples Libyens et Syriens.
Rejette avec la plus grande fermeté toute tentative de transformer la Libye en un protectorat de L'OTAN ou du Conseil de Sécurité de L'ONU.
AFIN DE CONTRIBUER Á SOUTENIR LES EFFORTS DE PAIX AUXQUELS PRÉTENDENT LA PLUPART DES PEUPLES DU MONDE, LES MINISTRES ONT CONVENU D'ORIENTER LES ACTIONS SUIVANTES:
Promouvoir la discussion à l'assemblée générale des Nations Unies sur les dangereux précédents qui ont été créés autour de Libye et la protection des droits souverains des Nations Arabes en Afrique, afin de s'assurer que la Libye ne devienne pas un protectorat de L'OTAN ou du Conseil de Sécurité de L'ONU.
Promouvoir la création d'un groupe de travail au sein de l'Assemblée Générale, afin d'étudier et de surveiller l'utilisation des fonds gelés appartenant à la réserve financière de la Libye, demander un auditorat sur les résultats et les conclusions.
Faire appel à la communauté internationale afin de demander une enquête sur les crimes commis par L'OTAN à commencer sur le préjudice souffert par le peuple Libyen, la destruction des infrastructures et les morts qui ont suivi lors des

bombardements, la même demande en ce qui concerne la manipulation et le mensonge médiatique mis en marche par l'Empire pour justifier l'agression armée contre le peuple libyen.
Demande au secrétaire général de L'ONU une totale transparence des Nations Unies et l'entière responsabilité aux États Membres, concernant leur action sur les questions de la Libye et la Syrie et soulignent que leur rôle devrait répondre à des mandats approuvés par l'assemblé générale avant de prendre des mesures supplémentaires pour intervenir en Libye.
L'ALBA- TCP demande aussi de rencontrer le secrétaire général des L'ONU pour discuter de la situation en Libye.
Soutenir les efforts de l'Union Africaine pour la paix en Libye.
Exprimer leur rejet du siège correspondant à la Libye auprès des Nations Unies, occupé par une autorité de transition illégitime imposée par une intervention étrangère et demandent de promouvoir un débat au comité de vérification de l'assemblé générale des Nations Unies, visant à prévenir que la siège de la Libye soit occupé, jusqu'à ce que soit constitué légitimement et sans intervention étrangère un gouvernement qui soit l'expression libre et souveraine de la volonté du peuple Libyen.
Proponer au gouvernement deDamas d'envoyer une mission des hauts représentants ou des chanceliers de ALBA - TCP et dans le cas qu'elle soit acceptée, envoyer le rapport de la gestion aux pays d'Amérique Latine et des Caraïbes à travers L'UNASUR, LA CARICOM, DU SICA, et le forum unifié CALC-GROUP RIO. Invitation à participer à ceux qui souhaitent se joindre a cette initiative.
Promouvoir le débat au bureau de coordination du MNOAL, sur les dangers qui pèsent sur la Syrie.
Prise en charge de la résolution des Non Alignées du Conseil de Sécurité, du projet parrainé par la Russie et la Chine à l'égard de la Syrie.
Envoyer cette déclaration au secrétaire général des Nations Unies et solliciter qu'elle soit distribuée entre les États Membres de L'organisation des Nations Unies comme document officiel de l'assemblée générale.

---

3 Les Pays

4 Russie

Moscou refuse de soutenir le projet de résolution

La Russie refuse de soutenir le projet de résolution sur la Syrie proposé par les pays occidentaux au Conseil de sécurité de l'Onu, notamment en raison du précédent libyen, a déclaré mardi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.
"Nous ne pouvons pas octroyer notre soutien au projet avancé par les pays occidentaux. Ceci est lié, entre autres, à l'expérience en Libye", a indiqué le ministre lors d'une interview accordée à la chaîne télévisée Rossia 24.
"J'estime qu'il est simplement irresponsable de proposer d'imposer à la Syrie un train de sanctions si simpliste sans annoncer la ligne d'actions que vous entendez suivre à l'avenir", a déclaré le chef de la diplomatie russe.
Le ministre a souligné que l'UE et les Etats-Unis avaient imposé des sanctions unilatérales à l'encontre de la Syrie sans avoir consulté Moscou.
"Et voilà qu'ils se présentent au Conseil de sécurité de l'Onu et nous demandent d'approuver une ligne sur laquelle ils ne nous ont jamais consulté", a affirmé le ministre.
27 septembre
RIA Novosti

Churkin : Le projet occidental contre la Syrie au Conseil de sécurité encourage l'attisement de la violence.

Le délégué permanent russe auprès des Nations-Unies, Vitaly Churkin, a indiqué que le projet de résolution proposée par les pays occidentaux à propos de la Syrie, de même que les déclarations proférées depuis certaines capitales ne contribuent qu'à l'escalade de la violence en Syrie.
"Ce projet prouve que les pays qui l'ont proposé adoptent toujours la même position appuyant les actes de sabotage en Syrie, ces actes qui aboutiront à de mauvais résultats", a estimé M. Churkin cité par le site internet de "Russia Today".
28 Sept 2011
A.A. & T. Slimani

---

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

4-1 Mahmoud Ahmadinejad

sur Euronews le 05 août 2011
vidéo http://www.youtube.com/watch?v=qx9pdPk_G9c&NR=1

4-2 Agnès-Mariam de la Croix : Syrie : Schizophrénie médiatique, l'interview de Sofia Amara

Chers amis ,

Le "récit" de l'odyssée de Sofia Amara en Syrie accordé en interview à La Vie et reproduit sur le site Chrétiens de la Méditerrannée est un faux, un apocryphe. Je ne sais même pas si elle est vraiment venue en Syrie. J'ai demandé aux autorités religieuses de le savoir. Je vous en avertirai. Si elle n'est pas venue, c'est scandaleux. Et si elle est venue c'est encore plus scandaleux.

Voici ma réponse.

La révolte du peuple syrien et sa sanglante répression. Tel est le titre de l'interview accordée par Sofia Amara au magazine *La Vie*, repris par *Chrétiens de la Méditerranée*. Les assertions concernant la réalité de la répression sanglante en Syrie avaient effectivement besoin d'une enquête sérieuse. Enfin voilà une professionnelle qui a déjà accompagné les révolutions arabes avec ses aptitudes non seulement journalistiques mais aussi philosophiques qui prend la peine de nous renseigner.

C'est donc avec avidité que j'ai avalé cette première entrée d'un menu que le magazine *la Vie* annonce comme « copieux » grâce à un documentaire de *Arte* qui sortira le 11 octobre. Attablée, d'autant plus goulument, que notre protagoniste semble avoir risqué sa vie pour nous contenter, quel constat tirer de cette avant-première ?

On est attendri de constater les subterfuges utilisés pour « passer inaperçue » qui la font partir « en couple » en Syrie, totalement ignorante du fait que dans les pays arabes d'obédience musulmane, la femme qui voyage avec un homme qui n'est pas son mari est entachée de concubinage et…considérée comme une paria ???

Imprudence ou ingénuité au départ ? Bref, elle débarque dans un pays qui fait 185.000 km2 mais sans savoir où tourner ? La peur lui a-t-elle fait perdre son professionnalisme ? Peur dans un pays qu'elle nous décrit, avant même de l'avoir ausculté en (vraie) journaliste, comme étant peuplé de « chabbiha » qu'elle définit comme des « miliciens en civil » alors que, dans la nomenclature syrienne populaire, ce terme désigne les contrebandiers armés qui se croient tout permis pour défendre leurs intérêts contre la population et contre les forces de l'ordre. Premier revers technique.

A peine atterrie voici donc notre journaliste frappée de paranoïa : ce pays qu'elle vient découvrir, elle y voit déjà partout des espions de la dictature, y compris les (pauvres) femmes et les enfants. Une de mes sœurs syriennes qui a lu ce récit me dit à l'instant, offusquée : « pour qui nous prend-t-elle ? ».

Ramenée à la réalité, Sofia doit aussi montrer patte blanche aux manifestants eux-mêmes qui finissent par saluer en elle la journaliste française. Mais voilà qu'en essayant de tranquilliser les uns, elle met en émoi les autres, les sbires de la dictature qui la découvrent. Oh suspense ! Que va-t-il se passer ?

Gourmands de détails qui accableraient le régime, on s'attendait à des exactions, à une prise à partie ou à des coercitions. Mais il n'en est rien. Les agents omniprésents du régime laissent faire notre héroïne ! C'est le miracle ! Une première sensationnelle ! Un régime qui a refusé aux chaînes satellitaires les plus prestigieuses et aux réseaux les plus puissants de la planète de se déplacer librement sur son territoire, devient bon enfant et laisse notre « journaliste française » filmer les manifestations sans permission ni censure !!! C'est le clou du récit.

Au moment où les ambassadeurs accrédités en Syrie sont interdits de circuler en dehors de la zone de Damas, et où l'ambassadeur de France lui-même est accueilli par la population par des jets d'œufs et de tomates, voilà que notre journaliste, bien que dévoilée par les autorités, a été laissée en liberté absolue. C'est ubuesque. Elle a ainsi rôdé dans un rayon de deux cents kilomètres sans que personne ne la harcèle ou ne l'en empêche. Comment expliquer cette bonhomie de la part d'une dictature sanguinaire ? Mystère. Notre amazone met en place un scénario qui n'a rien de convaincant pour parer à l'énormité qu'elle nous sert : c'est à l'aéroport que les malandrins se vengent sur elle de leur laisser aller incompréhensible. Une heure et demie d'interrogatoire de laquelle elle sort victorieuse grâce au « souk » qu'elle a vaillamment mis en scène et, surtout, parce que les policiers étaient incompétents. Constat abasourdissant : la dictature qu'elle cherche à nous décrire est en fait à l'eau de rose. Aussi notre protagoniste s'en sort saine et sauve et peut quitter la Syrie corps et biens, malgré ses effractions, avec, en plus, cerise sur le gâteau, une copie de ses rushes dans la poche… J'aimerai savoir si dans n'importe quelle démocratie au monde on pourrait filmer impunément des séquences qui compromettent les dirigeants, mieux, l'Etat lui-même en proie à une insurrection, déjà armée, et s'en sortir à si bon compte ???

On dirait que le but de l'article est de réhabiliter indirectement le régime syrien qui, à défaut d'être implacable comme on le dit, est ignare. C'est quand même scandaleux.

Mais passons outre. Ce qui importe ce n'est pas l'apéro mais le plat de résistance.

Qu'allons-nous goûter de l'Odyssée de notre nouvel Ulysse ?

Sans savoir où filmer, Sofia se retrouve pourtant parachutée à Rastan, à cent quatre vingt kilomètres au Nord de Damas, dans la voiture d'un Omar, coordinateur de la révolution sur place. Elle ne veut pas le nommer par mesure de précaution mais, faux-pas dangereux…elle le fait repérer quand même à cause d'une faute professionnelle de sa part qui révèle sa plaque d'immatriculation. Difficile d'imaginer une plus grande maladresse, sauf si elle est pour servir la « bonne cause » : nous faire croire qu'elle a été vraiment présente en Syrie et que ce que nous voyons est bel et bien localisé. J'espère ne pas faire une calomnie !

Mais, ressentant de plus en plus un creux à l'estomac, continuons notre lecture, qui sait si j'arriverai à croquer quelque chose de consistant ?

Qui sont les activistes que Sofia Amara a rencontrés dans son périple ? Voilà des personnages qui nous intéressent enfin. Ce sont dit-elle des étudiants en finance et en droit international. Elle ajoute pour nous attendrir qu'ils sont « des chômeurs ». Depuis quand un étudiant est-il au chômage ? Elle assure que, dans leur majorité

ce sont des sunnites, et elle les « oppose » à la « minorité » qui sont alaouites, chiites au pouvoir. Voilà qui est tendancieux et vise à mettre en relief les différences qui séparent et non les points communs qui unissent un peuple. Ces « sunnites », elle affirme que leur motivation est avant tout politique et non religieuse alors que tous les médias, et elle-même aussi les abordent à partir de leur spécificité religieuse ??? En effet, si le projet est politique et non religieux pourquoi prendre la peine d'étiqueter les personnes à partir de leur appartenance religieuse ?
« Tous, dit-elle, d'un ton faussement œcuménique, souhaitent l'avènement de la démocratie et se considèrent comme un seul peuple ». Tableau idyllique que tous nous souhaiterions être vrai mais qui est malheureusement faux et, même, frauduleux de la bouche de quelqu'un qui prétend avoir « vu » alors que l'opposition est divisée en factions antagonistes et peine à se souder, alors que la fracture confessionnelle est sans cesse alimentée et ravivée. Le comble c'est lorsque je l'entends parler de Hama en la soustrayant à l'égide des frères musulmans alors que l'administration américaine elle-même assure que les frères musulmans sont l'option pour le futur de la Syrie, avalisant expressément la visite de son ambassadeur en cette ville pour montrer son appui à cette faction considérée comme « martyrisée ». Il est vrai qu'il y a eu une répression terriblement sanglante de la part de Hafez El Assad mais elle avait été précédée par des mois d'attentats et d'assassinats sur tout le territoire syrien, culminant dans le massacre du corps des cadets de l'armée.
Lorsque Sofia Amara assure que les gens de Hama veulent un régime laïc et même juif nous tombons dans la schizophrénie médiatique. Aussi nous qui vivons en Syrie et avons des parents, des amis, des ouvriers, des contremaîtres et des connaissances un peu partout nous relevons ce qui suit :
1-Les manifestations ont lieu les vendredis au sortir des mosquées, pourquoi ?
2-Les slogans sont des slogans de plus en plus religieux : des « Allah hou Akbar » (Dieu est grand), « Hayya alal jihâd » (allons à la guerre sainte) et des inepties contre le régime et contre les citoyens qui sont d'une autre religion : « les Alaouites au tabout-tombeau- et les chrétiens à Beyrouth ».
3-L'insurrection n'est plus le fait de jeunes « étudiants en finance et en droit international mais, de plus en plus, celui d'une majorité de personnes peu éduquées acquises au fondamentalisme musulman ou à la dissidence pour la dissidence sans aucun projet viable autre que la « chute du régime ».
4-Cette insurrection est armée et appuyée par des escadrons de la mort qui se manifestent de plus en plus et terrorisent la population et les forces de l'ordre.
5-Tous les médias excitent insidieusement les différences religieuses de sorte que la guerre confessionnelle est aux portes. Avec l'assassinat, le viol et les exactions des sunnites fondamentalistes contre les alaouites ou les chrétiens on cherche à créer une contre-réaction qui tarde à venir, précisément parce que l'Etat empêche la riposte. Il y a eu des réponses ponctuelles, comme à Qusayr, qui n'ont duré que quelques heures après une agression de la part des islamistes.
6-Nous sommes en train de créer un réseau d'information pour mettre au courant les personnes désireuses de savoir la vérité sur les exactions quotidiennes dont sont victimes les civils et les forces de l'ordre de la part des rebelles.
Pour finir, j'aimerai aborder ce que dit Sofia Amara au sujet de Homs. Et je me permets de le faire face à face :
« Madame Amara, vous mentez en relatant la situation de Homs. Vous vous révélez manipulatrice en parlant à la place des chrétiens qui, à Homs, ont eu plusieurs jeunes assassinés par les rebelles et non par les forces de l'ordre et quatre filles enlevées et violées. Nos prêtres et nos coreligionnaires sont sur place et peuvent vous renseigner. Nous sommes sur place et vous, on ne sait même pas, si vous êtes vraiment passée par la Syrie comme vous le prétendez. Pour faire entendre un autre son de cloche, et libre aux lecteurs de fixer leur opinion, je mets en annexe les propos que j'ai recueillis moi-même du curé de Bab Sbah, le fief même de la rébellion à Homs. Ils verront que votre version n'est pas la bonne.
Concernant les chrétiens qui vous sont antipathiques, on le sent, sachez que le régime Assad n'a rien fait pour rassurer les chrétiens. Il continue imperturbablement à être ce qu'il est, tout en engageant les réformes qui lui semblent nécessaires, imposées par la majorité silencieuse. Les services secrets continuent à être aussi inflexibles que d'habitude. A Homs ce ne sont pas des iraniens chiites mais des afghans, des irakiens, des jordaniens et des libanais sunnites qui ont été attrapés par les jeunes des comités populaires comme je l'ai déjà dit dans un autre article.
L'armée syrienne n'a besoin de personne pour agir, surtout pas du Hezbollah qui est insignifiant pour le million d'hommes qui forme les effectifs de ses troupes et des autres corps des forces de l'ordre. Ce sont les insurgés qui ont besoin d'être aidés et ils le crient à tue-tête et réclament une ingérence étrangère ce qui leur a valu la grogne de certains ténors purs et durs de l'opposition.
Permettez-moi de le dire : Vous êtes malveillante Madame Amara lorsque vous parlez de l'armée syrienne qui est une armée nationale, comme si elle était une milice. Vous êtes dans la rancœur et la haine lorsque vous décrivez de cette manière fausse et hypocrites les hôpitaux dont nous connaissons les médecins qui se dévouent sans cesse auprès des victimes, qu'elles quelles soient.
Et, pour terminer, vous nous servez le gâteau en affirmant à tue-tête qu'à cause de votre reportage qui n'a pourtant pas encore été publié des Syriens ont été arrêtés ? Par qui ? Et pourquoi ? Puisque nul n'a encore vu votre reportage. Et si on l'a fait pourquoi ne vous a-t-on pas arrêtée vous, Madame Amara ? Par peur de votre souk ? Ou par incompétence des policiers ? Votre récit ne tient pas la route, il est un conte à dormir debout. Et, ce qui est pire, vous nous prenez pour des imbéciles.
Ce que vous nous servez est en fait un faux-témoignage. Vous n'avez même pas pris la peine de l'agencer d'une manière crédible. Et pourquoi vous dérangeriez-vous ? Vous avez une audience anesthésiée par les mass média

de la fraude qui s'est pliée à avaler tout ce qu'on lui sert. Bon appétit à nous tous ! Et dommage pour les plateformes qui vous accordent une crédibilité qui demeure, malgré tout, indigeste.

Agnès-Mariam de la Croix

ANNEXE

Le curé de Bab Sbah, à Homs, relate ce qui suit le 25 septembre 2011 :

« Ces deux dernières semaines la situation à Homs était des plus tendues.

La population sunnite de Bustan Diwan, Bab Dreib, Bab Sbaa, s'était ralliée à 30 % à Bilal El Ken, Emir autoproclamé de la principauté (Imârat) de Homs. Ce dernier avait loué de la famille Traboulsi une grande villa dans le quartier huppé de Warcheh où il avait installé son Quartier Général. Ce Bilal El Ken, était fort de plusieurs centaines d'hommes, armés jusqu'aux dents. La plupart sont recrutés parmi les artisans de la classe pauvre de Homs. De toute évidence ils ne sont pas entraînés au port des armes ce qui les rend plus dangereux car ils tirent dans tous les sens, surtout lorsqu'ils sentent le danger. Mais ils sont encadrés par des professionnels de la nébuleuse salafiste internationale : afghans, irakiens, séoudiens, libanais ou jordaniens. Les jeunes des Comités populaires en ont capturés quelques-uns. Ces groupuscules ont pour mission de terroriser les forces de l'ordre et l'armée pour les faire démissionner ainsi que de dissuader la population au cas où elle chercherait à contredire l'opposition.

Profanation à l'église de Saint Elian et enlèvement de jeunes chrétiennes

Depuis une dizaine de jours les salafistes ont forcé la porte de l'antique église Saint Elian à Homs. Ils pensaient que les ustensiles sacrés étaient en or aussi les ont-ils raflés. L'Evêque grec-orthodoxe a eu le courage d'aller voir l'Emir de Homs, Bilal El Ken. Il lui a dit « Nous sommes des frères et avons toujours vécu ensemble. Pourquoi tu nous a pris nos vases sacrés ?, tu dis que tu te passes des forces de l'ordre, il t'appartient donc de nous défendre ». Bilal a rassuré l'Evêque sur les intentions des insurgés mais a nié avoir commandité la rafle. Puis les sbires de Bilal El Ken enlevèrent quatre filles chrétiennes d'un minibus faisant l'aller retour de Homs à Zeidal. L'une d'entre elles, Maya Semaan, fut rendue au bout de quatre jours, de toute évidence violée. L'armée intervint alors pour mettre une limite aux exactions des salafistes. Bilal fut tué le 7 septembre 2011 durant les affrontements et son quartier général fut perquisitionné. On y trouva les vases sacrés volés et ils furent rendus à l'église de Saint Elian.

La désinformation assure que Bilal EL Ken est un officier dissident faisant partie de l'armée libre de Syrie. Il n'en est rien. Les salafistes ont mis la main sur un dépôt d'uniformes de l'armée syrienne. Ils s'en revêtent et se font passer pour des officiers et des soldats repentis. Ce sont les gens du quartier de Bilal à Bab Sbah à Homs qui affirment que toute sa vie cet individu était un voyou qui s'est converti au wahabisme salafiste par pur intérêt. Les musulmans modérés se plaignent de lui autant sinon plus que les chrétiens. Ils l'accusent de viol, séquestration, terrorisme, intimidation et fondamentalisme meurtrier.

Ces jours-ci les rues sont plus calmes. On entend cependant toujours des rafales de balles. Maintenant on peut sortir pour les achats nécessaires, mais depuis quinze jours on était terrés à la maison. Homs était devenu un champ de bataille. Les insurgés ont des armes lourdes qu'ils utilisent sans discernement. Avec les RPG ils peuvent détruire les chars de l'armée. La façade de l'Evêché est criblée de balles et quelques vitres sont cassées. Etant situé sur une ligne de démarcation le bâtiment aurait dû être beaucoup plus endommagé. Il faut remercier l'armée qui avance avec un soin infini en ne visant que les barricades des terroristes et leurs lieux de rassemblement et en évitant de toucher les bâtiments civils. Cependant ceci n'a pas encouragé les locataires de l'Evêché à y rester. Il semble abandonné dans un quartier ravagé, autrefois si paisible.

Les groupes salafistes continuent à investir plusieurs quartiers de Homs, surtout Bab Amr. Ils ont juré d'empêcher les écoles d'ouvrir à travers ce slogan : « La dirassé wa la tadriss hata isqat al ra2is » (« Pas d'études ni d'enseignements jusqu'à faire tomber le Président »). Les écoles publiques ont ouvert et les écoles privées ouvriront la semaine prochaine mais les salafistes tirent sur les écoles ce qui dissuadera les parents d'envoyer leurs enfants. De plus les « manifestants » ont décidé de marcher dans la rue au moment de la sortie des écoles. Sur les photos et les vidéos il y aura plus de monde et, c'est çà fait bien que les écoliers et les étudiants paraissent faire partie de l'opposition.

Mes paroissiens et nos amis musulmans nous nous regardons souvent avec une interrogation lancinante : que s'est-il passé pour que nous en soyons arrivés là ? Au début j'ai approuvé tacitement que quelques uns de nos jeunes aillent aux « manifestations » avec leurs camarades. C'était une belle expérience de solidarité et de revendication noble et légitime. Mais, très vite, ces manifestations sont devenues d'une autre teneur. Nous avons vu des barbus armés et drogués tirer partout d'un œil hagard. Je vous en avais déjà parlé, mais vous me dites qu'on ne vous croit pas ?

La grande majorité des jeunes s'est retirée. Les chrétiens ne sentent plus que les revendications les interpellent. Il n'y a d'ailleurs aucune autre revendication que d'en finir avec le régime et cela est crié blasphèmes à l'appui au son des « Allah Akbar » islamiques.

Les jeunes ou moins jeunes qui sont restés fidèles au mouvement contestataire sont réapparus armés, et farouches. Auparavant nul ne parlait de la religion de l'autre. Aujourd'hui on entend des injures contre les chrétiens et les alaouites et…vice versa. C'est une situation désastreuse qui laisse présager le pire.

Redevenir Dhimmi ?

Un dhimmi est un citoyen de l'état islamique qui n'est pas musulman. Il est traité comme un citoyen de seconde zone. Il doit verser une capitation pour être « protégé » par l'état islamique. Il n'a pas les mêmes privilèges que les citoyens musulmans.

L’autre jour j’étais chez le mécanicien à Sinaa (la cité industrielle). Celui-ci, un fervent sunnite, me questionne à brûle-pourpoint : « Que pensez-vous des affirmations du Patriarche Maronite ? on dirait qu’il a peur pour les chrétiens si le régime tombe ? ». Je lui réponds : « Je pense qu’il a raison. Il est difficile pour un chrétien d’aujourd’hui d’accepter de redevenir un dhimmi. Nous n’accepterons pas »
Il rétorqua : « Mon frère, il ne faut pas avoir peur de nous, nous vivons ensemble. »
Je lui précisais : « Dans un état islamique nous ne vivrons pas en égaux. Accepterais-tu d’être traité par un chrétien comme un citoyen de deuxième catégorie ? ».
Il sursauta et je renchéris : « Ce n’est acceptable ni chez nous ni ailleurs, ce serait retourner en arrière, au Moyen-Âge, vers un régime basé sur une discrimination confessionnelle. C’est pourquoi les chrétiens ne briguent pas un état chrétien mais préfèrent un régime laïc devant lequel nous sommes tous citoyens aux droits et devoirs égaux abstraction faite de leur appartenance religieuse. Tandis que votre réclamation d’un Etat islamique vous amènera, une fois qu’il sera instauré à distinguer derechef les musulmans des non-musulmans ».
Mon mécanicien ne répondit plus rien.

Agnès-Mariam de la Croix

URL de cet article 14752
http://www.legrandsoir.info/syrie-schizophrenie-mediatique-l-interview-de-sofia-amara.html
http://www.legrandsoir.info/syrie-schizophrenie-mediatique-l-interview-de-sofia-amara

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19